

**EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES**

**COLOMBIE**

**Rapport du gouvernement**

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par le gouvernement colombien est reproduite ci-après.

---

**Note:** Le présent rapport est un document à diffusion restreinte qui ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur la Colombie.



TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. Résumé analytique	1
2. Principales réformes économiques	1
3. L'environnement économique et commercial 1990-1996	3
4. Perspectives économiques actuelles	5
5. Négociations commerciales 1990-1996	5
5.1 Cycle d'Uruguay - Organisation mondiale du commerce	6
5.2 Communauté andine	7
5.3 Association latino-américaine d'intégration (ALADI)	8
5.3.1 Accord de libre-échange entre la Colombie, le Mexique et le Venezuela	8
5.3.2 Chili	9
5.3.3 Marché commun du Sud	9
5.4 Autres négociations régionales	9
5.5 Règlement des différends	9
6. Grandes orientations futures	10
6.1 Intégration des Amériques	10
6.2 Mondialisation des liens commerciaux et de la coopération	10
6.3 Programme de travail de l'Organisation mondiale du commerce	11



## RAPPORT DU GOUVERNEMENT COLOMBIEN

### 1. Résumé analytique

Jusqu'à la fin des années 80, la Colombie a suivi une stratégie de croissance fondée sur le remplacement des importations, qui associait la protection des secteurs agricole et industriel grâce à des contingents d'importation et des droits de douane élevés à la promotion des exportations par le biais d'avantages fiscaux et d'aides en matière de crédit et de change. Bien que cette stratégie ait permis de mettre en place une base de production et de créer un marché intérieur, elle montrait déjà alors des signes d'essoufflement qui se sont traduits par un ralentissement de la croissance des capacités de production de l'économie.

D'autre part, il était indispensable, pour régler la crise d'endettement latino-américaine, de participer au marché mondial avec une économie nationale efficiente et compétitive.

C'est pourquoi, au début des années 90, d'importantes réformes structurelles ont été entreprises afin de retrouver des taux de croissance économique élevés, d'assurer un fonctionnement plus efficace des marchés, de resserrer les liens avec les marchés internationaux et de diversifier les exportations.

De même, pendant cette période, la Colombie a déployé une activité intense au niveau international afin de favoriser l'intégration régionale et les négociations multilatérales, dans lesquelles elle voyait des moyens complémentaires d'intégration de l'économie nationale dans l'économie mondiale. A cette fin, elle s'est efforcée d'aider à mettre en place, d'ici la fin du siècle, le marché commun andin et de zone de libre-échange avec le Chili, de renforcer les accords commerciaux avec le MERCOSUR, l'Amérique centrale et les Caraïbes et de contribuer à l'institution de la zone de libre-échange des Amériques. Sur le plan multilatéral, la participation aux négociations du Cycle d'Uruguay puis à l'Organisation mondiale du commerce a donné à la Colombie un cadre approprié pour renforcer son ouverture commerciale entreprise de façon autonome et accélérée par les négociations régionales.

### 2. Principales réformes économiques

Depuis le dernier examen de sa politique commerciale, mené en 1990, la Colombie a connu de grands changements, sur le plan politique comme sur le plan économique.

La principale transformation a eu lieu en 1991 avec l'adoption de la nouvelle constitution. Ce texte, à l'élaboration duquel tous les secteurs de la société ont participé, a pour principe de base la création d'une démocratie participative dont le principal pilier est la défense des droits et libertés de chacun. Il crée aussi des institutions solides, efficaces et modernes afin de répondre aux besoins du monde actuel, garantit une gestion stable et responsable de l'économie et favorise la coexistence pacifique de tous les secteurs de la société.

Compte tenu de ces objectifs, en 1991, le Congrès de la République a adopté la Loi 7a., connue sous le nom de Loi-cadre sur le commerce extérieur qui a ouvert la voie à la réorganisation institutionnelle du secteur, en particulier à la création du Ministère du commerce extérieur et du Conseil supérieur du commerce extérieur, organisme interministériel responsable du secteur et présidé par le Président de la République.

De profondes réformes ont été adoptées dans le secteur financier et le secteur du travail. La réforme du secteur financier visait à créer un environnement plus compétitif et à réduire la participation de l'Etat dans l'attribution de crédits et dans les activités des établissements financiers. C'est ainsi

que l'entrée des capitaux étrangers a été autorisée sans aucune restriction, que différents établissements financiers ont été privatisés et que l'on a entrepris de mettre en place un système visant à renforcer la concurrence dans les opérations des différents intermédiaires.

Dans le secteur du travail, les restrictions de la mobilité de la main-d'oeuvre, comme la réintégration obligatoire, l'obligation de versement de pensions, faite aux employeurs à titre de sanction, et la rétroactivité des indemnités de licenciement, qui avaient contribué à accroître le chômage frictionnel, ont été éliminées. La notion de rémunération a aussi été définie plus clairement afin d'éviter toute incertitude quant aux obligations et aux droits des parties.

La Constitution de 1991 a doté la Banque de la République (Banque centrale) d'un conseil d'administration autonome, qui est chargé d'exécuter la politique nationale dans le domaine monétaire ainsi qu'en matière de change et de crédit. Le conseil est indépendant du gouvernement et a pour tâche fondamentale d'assurer la stabilité des prix et, à cette fin, de coordonner ses activités avec la politique économique du gouvernement.

Des réformes fondamentales ont aussi été opérées dans le secteur public, tant sur le plan du fonctionnement que celui de l'orientation. Ces réformes comprennent notamment la décentralisation fiscale, le programme de privatisations et de concessions et la réforme de la sécurité sociale. La décentralisation consiste en un transfert croissant de ressources et de responsabilités aux entités locales afin de répondre plus efficacement et plus rapidement aux besoins fondamentaux de la population.

La privatisation d'actifs du secteur public vise à libérer toutes les ressources engagées par l'Etat dans des activités pouvant être exécutées de façon plus efficace par le secteur privé, afin de les diriger vers des secteurs où la présence de l'Etat est indispensable, comme l'éducation, la santé, la justice et la sécurité. Le secteur privé a eu à cette occasion de larges possibilités de participer à la construction d'installations d'infrastructure et à la prestation de services publics.

Dans le domaine de la sécurité sociale, le monopole de l'Etat dans la prestation des services de santé et de caisse de pension a été éliminé et un système permettant aux affiliés de choisir librement entre des agents du secteur privé et du secteur public a été mis en place.

Dans le domaine commercial, une réforme du régime du commerce extérieur a été opérée en 1990 et 1991 afin d'ouvrir l'économie colombienne à la concurrence extérieure et la mettre en mesure d'améliorer sa compétitivité et d'accroître sa participation sur le plan international.

Ce processus a nécessité des modifications profondes, par exemple la réduction unilatérale des droits de douane, qui sont passées d'une moyenne arithmétique de 45 pour cent à 11 pour cent environ à l'heure actuelle, la simplification de la structure du tarif douanier, qui ne comporte plus que cinq niveaux contre 14 auparavant, et l'élimination de la quasi-totalité des restrictions quantitatives: alors qu'en 1990, un régime de licences d'importation s'appliquait à plus de 60 pour cent des positions tarifaires, 2 pour cent seulement des positions tarifaires sont encore assujetties à un régime de ce type pour des raisons relatives par exemple au contrôle des substances utilisées pour la fabrication de stupéfiants, des armes, des textiles usagés, des véhicules d'occasion, des déchets industriels et des résidus toxiques et radioactifs. En outre, les formalités d'importation et d'exportation ont été simplifiées.

La réforme du régime des changes a consisté à éliminer le régime strict de contrôle des changes qui existait depuis l'adoption du Décret-loi 444 de 1967 et à mettre en place un système de change souple et libre dans lequel les paiements internationaux sont réalisés par le biais d'intermédiaires du marché des changes, facilitant ainsi le règlement des importations et des exportations.

Depuis 1991, de nouvelles normes ont été établies afin de moderniser le cadre juridique de l'investissement étranger en Colombie. Ces changements reposent sur les principes de l'égalité de traitement entre investisseurs nationaux et étrangers, qui a entraîné l'élimination de l'autorisation préalable des investissements en Colombie, de l'universalité, selon lequel l'investissement étranger est admis dans la quasi-totalité des secteurs de l'économie, et de la stabilité du régime des changes en vigueur au moment de l'investissement, qui garantit que celui-ci sera maintenu pour l'investissement en question même si le régime des changes est modifié par la suite.

Le monopole de la Banque de la République pour les transactions en devises a été éliminé et les intermédiaires du marché des changes sont maintenant autorisés à effectuer ces transactions. En outre, les prescriptions en matière d'emprunts à l'étranger ont été assouplies. En ce qui concerne les taux de change, le régime de parités glissantes a été remplacé par un système de flottement contrôlé, qui a été mis en place en 1994 avec l'application d'un système de fourchette de taux d'intervention.

Le gouvernement actuel, qui est entré en fonction en août 1994, s'est efforcé de renforcer les réformes structurelles décrites ci-dessus et de corriger l'évolution de certaines variables macro-économiques qui auraient pu sinon compromettre la stabilité et la croissance économiques à long terme. Les principaux objectifs de la politique économique depuis 1994 sont les suivants:

- 1) Réduire le taux de croissance élevé de la demande intérieure qui, entre 1992 et 1994, a dépassé 10 pour cent en termes réels, sous l'effet de la libéralisation des mouvements de capitaux, de l'ouverture commerciale et d'une certaine appréciation de la monnaie. Cette croissance accélérée, bien que modérée pour l'Amérique latine, avait entraîné une dégradation de la balance des paiements courants, qui a enregistré un déficit de 4,5 pour cent du PIB en 1994 contre un excédent de 5,5 pour cent en 1991.
- 2) Mettre fin à l'appréciation réelle de la monnaie qui avait provoqué une chute du taux de croissance des exportations de produits non traditionnels. Il était nécessaire de revenir au taux de change réel d'équilibre à long terme, défini pour l'année 1986, afin d'assurer une croissance soutenue et équilibrée entre les secteurs exportateurs et non exportateurs.
- 3) Réduire progressivement l'inflation pour garantir la stabilité macro-économique.

Pour atteindre ces objectifs, la Banque de la République a adopté une politique monétaire et une politique du crédit plus restrictives que celles qui étaient appliquées jusqu'alors et le gouvernement a réduit le taux de croissance des dépenses publiques; il a en même temps présenté au Congrès une réforme fiscale qui a été approuvée en 1995. Les mécanismes de régulation de la dette extérieure à court terme ont été renforcés et un fonds de stabilisation du secteur pétrolier a été créé afin de mettre en place un mécanisme permettant d'épargner à l'extérieur une partie des recettes extraordinaires tirées de l'exploitation des nouveaux gisements d'hydrocarbures.

### 3. L'environnement économique et commercial 1990-1996

La Colombie a enregistré l'un des taux de croissance à long terme les plus élevés des pays d'Amérique latine. Entre 1970 et 1995, le taux de croissance moyen du produit intérieur brut (PIB) a été de 4,5 pour cent. Il a atteint 5,3, 5,7 et 5,3 pour cent en 1993, 1994 et 1995 et devrait se maintenir à 5 pour cent en moyenne pendant le reste des années 90.

Le taux d'investissement est revenu pendant cette période à l'un des niveaux les plus élevés enregistrés pendant les quatre dernières décennies (25 pour cent du PIB en 1995). En particulier, l'investissement étranger a augmenté considérablement pour passer de taux généralement bas (1,2 pour

cent du PIB environ) à 2,4 pour cent du PIB en 1995. Ce type d'investissement va non seulement aux secteurs pétrolier et minier mais aussi à d'autres activités comme l'industrie, les services et le développement de l'infrastructure. En fait, l'investissement étranger dans des secteurs autres que les hydrocarbures, le gaz ou le charbon, évalué en dollars, a augmenté de 95 pour cent en 1995 et de près de 63 pour cent pendant les quatre premiers mois de 1996. Une grande partie du déficit des paiements courants a été financée par les flux d'investissement étranger, qui sont passés de 501 millions de dollars EU en 1990 à 2 461 millions en 1995.

Alors que le taux d'investissement avait enregistré une baisse générale pendant les années 80, la formation de capital a considérablement augmenté pendant les années 90. Le taux de croissance moyen a été de 16,5 pour cent par an entre 1990 et 1994, de 11,7 pour cent en 1994 et de 13 pour cent en 1995.

Ce chiffre est un indicateur très important de la stabilité macro-économique du pays et de la croissance de la demande nationale et internationale, qui ne peut être satisfaite qu'avec des investissements importants et s'est traduite, pour le secteur privé, par une croissance moyenne annuelle de 20,4 pour cent entre 1990 et 1994 et une progression de 11,6 pour cent en 1995, en raison de la baisse conjoncturelle de l'investissement dans le logement. L'investissement public dans l'infrastructure, qui avait diminué de 2,6 pour cent en 1994, a crû de 21,3 pour cent en 1995. Cette même année, l'investissement étranger est allé essentiellement dans quatre secteurs: le pétrole, le secteur manufacturier, le secteur financier et les télécommunications.

La politique d'ajustement a atteint ses principaux objectifs. Le déficit commercial a été réduit, passant de 1 039 millions de dollars EU pendant les cinq premiers mois de 1995 à 906 millions pendant la même période de 1996. Si cette tendance se poursuit, le processus d'ajustement extérieur sera plus rapide que ce qui était prévu initialement. En outre, le ralentissement de l'appréciation de la monnaie a permis d'assurer une croissance économique plus équilibrée entre les secteurs exportateurs et non exportateurs. En fait, alors que ces secteurs avaient enregistré des taux de croissance de 8,4 pour cent et 3,7 pour cent respectivement en 1994, ces taux ont été de 5,4 pour cent et de 5,3 pour cent en 1995.

Le redressement des comptes extérieurs a aussi permis de réduire les déséquilibres macro-économiques. Ainsi, le taux d'épargne du secteur privé, qui est passé de 8 pour cent du PIB en 1994 à 8,8 pour cent en 1995, devrait dépasser 10 pour cent en 1996.

En outre, le taux d'inflation a pu être réduit de plus de trois points de pourcentage et est tombé de 22,6 pour cent en 1994 à 19,5 pour cent en 1995.

Jusqu'au milieu des années 80, les exportations colombiennes étaient caractérisées par une grande rigidité, un faible dynamisme et l'importance de la part du café (plus de 50 pour cent). En 1986, cette situation s'est transformée; les exportations se sont fortement diversifiées et ont enregistré des taux de croissance élevés. Pendant la période 1990-1994, la part du café est tombée à 20 pour cent, celle des exportations de produits agricoles s'est maintenue à 10 pour cent environ, celle des produits industriels est passée de 20 à 32 pour cent et celle des produits des industries extractives a atteint 28 pour cent.

Les exportations de produits des industries extractives ont été particulièrement dynamiques, notamment celles de charbon, de ferronickel et de pétrole; la part de ce secteur dans le PIB a été de 14 pour cent en 1994 et cette tendance devrait se poursuivre, de sorte que ce chiffre devrait atteindre 20 pour cent en l'an 2000. A cet égard, il convient de noter que la principale tâche de l'économie colombienne ces deux prochaines décennies sera de gérer de façon appropriée les recettes considérables procurées par le pétrole.



Les importations, dont la croissance rapide enregistrée depuis 1986 connaît une accélération sans précédent depuis 1992 sous l'effet de la politique d'ouverture, ont représenté une part équivalant à 17 pour cent du PIB en 1994. En même temps, les entrées de capitaux évoluent régulièrement, compte tenu des perspectives d'exportation résultant de la découverte d'importants gisements de pétrole. Cependant, les importations colombiennes dépendent essentiellement du processus de reconversion et de croissance de la production nationale, puisqu'elles consistent en moyenne pour 45 pour cent en biens d'équipement, pour 40 pour cent en biens intermédiaires et pour 15 pour cent en biens de consommation.

Les réserves internationales nettes n'ont cessé de croître pendant les 25 dernières années, sauf pendant la période 1982-1984, où elles ont diminué, passant de 152 millions de dollars EU en 1970 à 8 300 millions en 1995. Elles devraient rester à peu près à ce niveau en 1996.

#### 4. Perspectives économiques actuelles

Bien qu'il soit prévu pour 1996 une légère diminution du taux de croissance économique, qui devrait être de 4 pour cent environ, ce taux devrait progresser pendant la période 1997-1998. Cette croissance coïncidera avec l'essor du secteur pétrolier mais restera essentiellement attribuable à l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des entreprises, résultant de la modernisation de la structure de production du pays. Les indicateurs prospectifs et les projections du gouvernement pour 1997 font apparaître une perspective de croissance économique assez favorable, supérieure à 5 pour cent. Cette croissance sera appuyée par une forte augmentation de la production et des exportations du secteur pétrolier et des exportations de produits non traditionnels ainsi que par une accélération de l'activité industrielle.

Le déficit commercial qui, en 1996, sera de 3 100 millions de dollars EU environ, diminuera petit à petit les années suivantes et pourrait se situer aux alentours de 1 100 millions de dollars EU en l'an 2000.

Le niveau des réserves devrait rester stable et, comme par le passé, le pays suivra une politique prudente en matière d'endettement extérieur. Le déficit des paiements courants, qui a atteint 4 256 millions de dollars EU en 1995, commencera à se résorber en 1997 grâce aux investissements dans l'exploitation des gisements pétroliers découverts récemment et au ralentissement de l'accroissement des importations.

#### 5. Négociations commerciales 1990-1996

L'une des grandes tâches que la Colombie et l'Amérique latine ont à accomplir pendant les années 90 consiste à stabiliser l'économie grâce à la consolidation du nouveau modèle de croissance tourné vers l'extérieur, en mettant tout spécialement l'accent sur l'intégration dite ouverte fondée sur les règles du système multilatéral de commerce et de développement.

L'intégration ouverte, à la différence du processus classique de constitution de blocs régionaux fermés, vise à éliminer tous les obstacles au commerce, à de rares exceptions près, et impose des procédures d'adhésion très simples. Des incitations sont prévues afin de reproduire à l'intérieur du bloc les schémas de spécialisation du reste du monde. En d'autres termes, pour un pays comme la Colombie, qui a engagé un processus de réforme structurelle et d'ouverture globale, l'intégration régionale doit assurer des conditions propices à la participation aux nouveaux scénarios économiques mondiaux.

À cet égard, la Colombie a fait preuve de dynamisme dans des domaines très divers. Sur le plan multilatéral, elle a participé de façon constructive et résolue aux préparatifs et aux négociations du Cycle d'Uruguay, elle a accédé à l'Organisation mondiale du commerce en tant que Membre fondateur et elle a eu recours aux mécanismes multilatéraux pour la protection de ses intérêts légitimes.

Dans le cadre de l'intégration régionale, il convient de signaler la relance du Pacte andin, la négociation de la zone de libre-échange avec le Chili et celle du Groupe des Trois avec le Mexique et le Venezuela, la renégociation des accords de portée partielle à l'intérieur de l'ALADI en vue d'une négociation future avec le MERCOSUR, la création de conditions plus favorables au développement du commerce et de l'investissement avec l'Amérique centrale, l'ouverture commerciale vers les pays de la CARICOM, le renforcement de l'Accord de portée partielle avec Cuba et le resserrement des relations commerciales du continent américain grâce à la négociation d'une zone de libre-échange des Amériques.

En ce qui concerne la coopération internationale, on peut noter la création de l'Association des Etats des Caraïbes, la participation au Système global de préférences commerciales entre pays en développement, la recherche de liens plus étroits avec les pays du Bassin du Pacifique et l'amélioration et l'utilisation du traitement préférentiel accordé aux exportations colombiennes sur le marché des principales économies du monde développé.

#### 5.1 Cycle d'Uruguay - Organisation mondiale du commerce

Jusqu'à présent et plus précisément pendant les années 90, la politique commerciale de la Colombie reposait essentiellement sur les principes multilatéraux d'ouverture et de non-discrimination. En outre, la Colombie a été l'un des principaux partisans de l'ouverture de la huitième série de négociations du GATT.

Pendant le Cycle d'Uruguay, la Colombie a consolidé tout son tarif douanier et a présenté des engagements importants dans le secteur des services. Alors que les négociations se trouvaient dans l'impasse au début des années 90, elle a procédé à une réforme profonde du traitement de l'investissement étranger et de l'organisation institutionnelle du commerce extérieur, perfectionné les mécanismes de lutte contre la concurrence déloyale, notamment les mesures antidumping et compensatoires, diminué la protection tarifaire et non tarifaire et, au niveau andin, elle a assuré une réforme de fond des normes et procédures relatives à l'évaluation en douane et à la propriété intellectuelle, devançant ainsi les résultats du Cycle d'Uruguay.

Quant au rôle de l'Organisation mondiale du commerce dans le domaine commercial, défini lors des négociations du Cycle d'Uruguay, il constitue pour la Colombie l'unique moyen d'obtenir un meilleur et plus sûr accès aux marchés d'exportation du pays, il permet de renforcer la libéralisation et les réformes entreprises sur le plan unilatéral et il représente le moyen de défense le mieux adapté contre une éventuelle pression ou discrimination bilatérale, en particulier de la part des pays ayant un plus grand pouvoir de négociation.

Par la Loi n° 170 du 15 décembre 1994, le Congrès national a approuvé l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce et les Accords multilatéraux annexés, ainsi que l'Accord sur la viande bovine. Après l'achèvement des procédures constitutionnelles pertinentes, le gouvernement a déposé les instruments de ratification le 31 mars 1995. Ainsi, l'Accord sur l'OMC est entré en vigueur le 1er janvier 1995 mais, pour la Colombie, les droits et obligations qui en découlent n'ont pris effet que le 30 avril 1995 (30 jours après sa ratification).

La Colombie a participé activement aux négociations sur les services financiers, les transports maritimes et les télécommunications de base. Bien que les résultats obtenus dans ces domaines soient en deçà de ce qui était prévu dans la Déclaration de Marrakech, la Colombie prévoit de participer à d'éventuelles négociations sur ces questions à l'OMC, avec la même volonté de compromis que celle qui a caractérisé sa participation au Cycle d'Uruguay et l'a conduite à présenter des engagements concernant les services professionnels, l'ingénierie, l'informatique et les télécommunications à valeur ajoutée.

La Colombie suit une politique d'ouverture totale pour les services financiers et les transports maritimes alors que, depuis 1994, elle applique un vaste programme à long terme en vue d'ouvrir progressivement le secteur des télécommunications de base; avec ce programme, elle contribue unilatéralement au processus de mondialisation de l'économie.

De même, elle est particulièrement intéressée par les négociations sur les règles d'origine ainsi que sur le commerce et l'environnement. Sur le plan intérieur, elle a ajusté plusieurs dispositions et procédures relatives au mécanisme de sauvegarde, au mécanisme antidumping, aux licences d'importation, à l'agriculture et aux normes sanitaires et techniques.

## 5.2 Communauté andine

Les pays andins, forts de plus de 25 ans d'expérience, ont pu créer un processus régional d'intégration fondé sur la croissance de la compétitivité de chacun des membres, qui comptent au total 100 millions d'habitants, dont le commerce intra-sous-régional a représenté plus de 5 000 millions de dollars en 1995 et qui ont pour objectif immédiat d'assurer un progrès soutenu dans le cadre de la mondialisation.

En 1989, vingtième anniversaire de ce processus d'intégration, une phase de rénovation et de relance a démarré et se poursuit encore. Après 1992, une zone de libre-échange a été définie à laquelle le Pérou participera au terme d'un délai aménagé pour lui permettre d'exécuter son plan d'ajustement macro-économique. En 1994, le Tarif extérieur commun a été élaboré et il est prévu de constituer un marché commun andin pour l'an 2000.

S'agissant des questions normatives, des progrès considérables ont été réalisés sous l'influence des disciplines multilatérales, dans des domaines tels que la propriété intellectuelle, les normes sanitaires et techniques, la politique agricole, l'évaluation en douane, les subventions et les pratiques de lutte contre la concurrence déloyale.

En ce qui concerne le développement sectoriel, il convient de signaler les politiques de ciel ouvert suivies depuis 1992, le système andin de fourchette des prix et l'Accord relatif au secteur automobile signé en 1993 entre la Colombie, l'Equateur et le Venezuela, qui vise à renforcer la compétitivité de la branche sous-régionale de production de pièces détachées pour l'automobile dans le cadre de la libéralisation commerciale.

Sous l'effet de ce processus, le commerce total avec le Venezuela a considérablement progressé, passant d'une valeur de 518 millions de dollars EU en 1991 à 2 218 millions en 1995, et cette tendance à la croissance devrait se poursuivre. Parallèlement, pendant la même période, le commerce total avec l'Equateur est passé de 167 à 696 millions de dollars EU.

Bien que le Pérou ait provisoirement suspendu ses engagements relatifs à la libéralisation commerciale et au Tarif extérieur commun de la sous-région, un accord bilatéral a permis de maintenir l'ouverture commerciale pour plus de 75 pour cent des échanges avec ce pays. Suivant la même tendance

que pour les autres pays andins, entre 1991 et 1995, le commerce total avec ce pays est passé de 322 à 681 millions de dollars EU.

La Communauté andine est le premier débouché des exportations colombiennes de produits manufacturés.

### 5.3 Association latino-américaine d'intégration (ALADI)

Le schéma d'intégration économique en Amérique latine s'est développé dans le cadre du Traité de Montevideo de 1980, notifié à l'OMC en vertu de la clause d'habilitation (Décision du 28 novembre 1979). Les principaux instruments permettant de mener à bien ce processus sont les accords de portée partielle et les accords de complémentarité économique.

L'ALADI, expression institutionnelle de l'intégration latino-américaine, a dû relever d'importants défis pendant les années 90 dans ses efforts visant à consolider ce processus au niveau régional, notamment renforcement et soutien des schémas d'intégration auxquels participent les pays membres et création de relations économiques de vaste portée avec des pays tiers du continent et d'Europe. Il convient notamment de signaler les éléments suivants, qui présentent une importance particulière pour la Colombie:

#### 5.3.1 Accord de libre-échange entre la Colombie, le Mexique et le Venezuela

La participation au Groupe des Trois ou G-3 est le premier effort réalisé par la Colombie pour s'intégrer à une économie d'un niveau de développement relativement plus élevé, complémentaire et à fort pouvoir d'achat, au moyen d'un accord général. Il est prévu de libéraliser peu à peu les échanges sur une période de dix ans et d'appliquer de vastes engagements dans le domaine des services et de l'investissement ainsi que des disciplines détaillées relatives aux différents instruments de politique commerciale, notamment en ce qui concerne les marchés publics et la propriété intellectuelle. L'accord est entré en vigueur le 1er janvier 1995.

L'Accord du G-3 est un traité de grande envergure qui porte sur des domaines divers. En premier lieu, il définit de manière exhaustive les aspects relatifs au commerce des marchandises en établissant des disciplines concernant l'accès aux marchés et un programme d'exemptions de droits de douane. Il prévoit un traitement spécial pour les produits de l'agriculture et du secteur de l'automobile, compte tenu des conditions particulières à ces secteurs. Afin de garantir le bon déroulement des échanges commerciaux et une application appropriée de l'Accord, des règles spéciales ont été définies en matière d'origine, de sauvegardes et de pratiques déloyales.

En deuxième lieu, des engagements de libéralisation ont été contractés en ce qui concerne le commerce des services en général et, plus particulièrement, l'admission temporaire de personnel, les services professionnels, les télécommunications à valeur ajoutée, les transports et les services financiers. Toutefois, sauf dans le cas des télécommunications à valeur ajoutée, les programmes spécifiques d'ouverture pour chacun de ces secteurs sont négociés actuellement, sur la base de listes de restrictions et de réserves.

En troisième lieu, des dispositions sont prévues dans le domaine des normes techniques, des marchés publics, de la politique concernant les entreprises d'Etat, de l'investissement, de la propriété intellectuelle, du règlement des différends, de l'administration de l'Accord et de la transparence.

### 5.3.2 Chili

Le renforcement de l'ancien Accord de portée partielle et de la préférence tarifaire régionale entre la Colombie et le Chili par un accord de complémentarité économique, signé en 1993, permet de tirer parti des fortes complémentarités structurelles des deux économies. La libéralisation des échanges a commencé en 1994 et s'achèvera en 1999. L'une des caractéristiques de cet accord, outre qu'il crée des conditions favorables au commerce et à l'investissement mutuels, est la participation active des chefs d'entreprise, à qui il revient en grande partie de décider l'exemption ou le relèvement des droits.

### 5.3.3 Marché commun du Sud

La Colombie a conclu depuis 1983 avec chacun des pays du Marché commun du Sud (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay), ou MERCOSUR, des accords de portée partielle qui resteront en vigueur jusqu'au 31 décembre 1996. Elle applique en outre la préférence tarifaire régionale (PAR).

Compte tenu de l'objectif sous-régional consistant à créer dans un avenir proche une zone de libre-échange sud-américaine, les pays andins et ceux du MERCOSUR devraient, d'ici décembre 1996, décider de multilatéraliser les accords de portée partielle et, à partir de 1997, adopter les modalités de négociation de la future zone de libre-échange.

### 5.4 Autres négociations régionales

En 1994, un accord de portée partielle a été conclu avec Cuba, qui porte sur les produits présentant le plus d'intérêt au niveau bilatéral et devrait servir de base au développement du commerce entre ces deux pays. En 1994, le premier accord de portée partielle avec le Panama a été mis en oeuvre et, en 1995, le processus de libéralisation commerciale entre la Colombie et la Communauté des Caraïbes (CARICOM), prévoyant une ouverture commerciale réciproque à partir de 1998, est entré en vigueur. Les mesures nécessaires sont prises en vue de réactiver au niveau bilatéral (la Colombie et le Venezuela constituant une seule partie) l'Accord-cadre sur le commerce et l'investissement conclu par la Colombie et le Venezuela avec le Marché commun centraméricain.

### 5.5 Règlement des différends

Au cours des quatre dernières années, la Colombie a dû recourir au système multilatéral de règlement des différends afin de se protéger contre différentes mesures prises par deux des principaux partenaires commerciaux qui, outre qu'elles ont nui aux intérêts commerciaux du pays, ont eu des effets préjudiciables sur les conditions de vie de larges secteurs vulnérables de la population.

Ainsi, en 1993 et 1994, plusieurs pays latino-américains, notamment la Colombie, qui exportaient des bananes vers l'Union européenne, ont demandé l'examen, par deux groupes spéciaux différents, des restrictions appliquées par certains pays membres de l'Union européenne aux exportations de bananes et du Règlement n° 404 de 1993 qui instituait, à partir du 1er juillet de la même année, une organisation commune des marchés pour les bananes qui restreignait les importations colombiennes et créait des conditions défavorables à leur commercialisation. Les deux groupes spéciaux ont donné raison aux pays latino-américains mais leurs conclusions n'ont pas été adoptées par le Conseil du GATT.

Toutefois, dans le cadre du Cycle d'Uruguay, il a été possible de parvenir à un accord (Accord-cadre sur les bananes) afin d'atténuer certains éléments préjudiciables de ce régime sur les économies visées. A cause de cet accord, la Colombie a ensuite fait l'objet d'une enquête au titre de l'article 301 de la Loi des Etats-Unis sur le commerce extérieur. En outre, ce pays, ainsi que les pays exportateurs latino-américains intéressés, ont demandé la création d'un groupe spécial pour qu'il se

prononce sur la légalité du régime communautaire d'importation de bananes, notamment sur l'Accord-cadre auquel sont parties la Colombie, le Costa Rica, le Nicaragua et le Venezuela. Ces pays se sont constitués en tierces parties intéressées et ont présenté leurs arguments.

La Colombie a aussi participé aux travaux des groupes spéciaux sur le thon et le tabac qui ont examiné les restrictions unilatérales appliquées par les Etats-Unis aux importations de ces produits.

Il est donc particulièrement important pour la Colombie que les principes multilatéraux de non-discrimination continuent d'être respectés et que le système de règlement des différends soit constamment renforcé. A cet égard, les efforts déployés pour adopter des règles plus transparentes et des engagements plus vastes en matière d'ouverture risquent d'être largement compromis si les principaux partenaires commerciaux continuent d'appliquer des mesures restrictives unilatérales.

#### 6. Grandes orientations futures

L'économie colombienne continuera d'être gérée d'une façon rationnelle, ce qui en garantira la stabilité et favorisera un environnement propice à l'investissement et à la croissance économique. La politique macro-économique sera élaborée compte tenu de la volonté de réduire l'inflation encore davantage pour la ramener progressivement à un taux à un chiffre avant la fin de la décennie, sans recourir au procédé artificiel de réévaluation du peso et sans sacrifier la croissance économique.

En ce qui concerne le commerce extérieur, les grandes lignes du programme "*Apertura*", modernisation, compétitivité et internationalisation, établies pendant les années 90, seront maintenues.

##### 6.1 Intégration des Amériques

Au sommet des Chefs d'Etat des 34 pays du continent américain tenu en décembre 1994, est née l'idée de créer une zone de libre-échange des Amériques d'ici 2005. Pour la Colombie, cette zone de libre-échange constitue un engagement très important auquel elle consacre des efforts considérables et dont la réalisation est garantie non seulement par l'appui politique qu'il reçoit mais aussi par le progrès notable des processus sous-régionaux d'intégration et les règles convenues dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce. Comme preuve de sa bonne volonté, la Colombie a accueilli en mars 1996 la deuxième réunion des Ministres du commerce du continent.

La Colombie participera de plus en plus aux accords sous-régionaux d'intégration, compte tenu du renforcement et de la modernisation de l'intégration andine qui devraient aboutir en l'an 2000 à la constitution du marché commun andin. D'autres tâches ont naturellement été entreprises, par exemple la négociation d'une zone de libre-échange entre la Communauté andine et le MERCOSUR et l'élargissement des engagements commerciaux avec l'Amérique centrale et les Caraïbes.

##### 6.2 Mondialisation des liens commerciaux et de la coopération

Compte tenu de l'importance stratégique des pays du Bassin du Pacifique, il est indiscutable que le renforcement des liens commerciaux et de la coopération avec ces pays présente un intérêt particulier pour la Colombie. Celle-ci estime en outre qu'elle pourrait encore resserrer sensiblement ses relations avec d'autres régions importantes comme l'Europe centrale et orientale et les pays d'Afrique et d'Asie de l'Est.

### 6.3 Programme de travail de l'Organisation mondiale du commerce

Deux ans à peine après l'entrée en activité de l'Organisation mondiale du commerce, ses Membres ont pu constater les avantages procurés par l'existence d'un système réglementaire renforcé et les garanties qu'il offre à tous les pays le fonctionnement effectif d'un système multilatéral de règlement des différends.

Il reste cependant beaucoup de chemin à parcourir avant d'appliquer les Accords de Marrakech et des tâches très lourdes, exposées dans le "programme de travail implicite", à exécuter. Il faut donc rester très prudent s'agissant de l'inclusion de nouvelles questions dans ce programme de travail et attendre que les bienfaits du système soient connus, que les engagements initiaux aient été assimilés et que le nouveau système commercial multilatéral ait été renforcé. Il faut aussi veiller à ne pas inclure des questions qui pourraient être apparemment compatibles avec les objectifs de l'OMC mais relèvent d'autres instances multilatérales, par exemple la question des droits des travailleurs, traitée de façon beaucoup plus appropriée à l'Organisation internationale du travail.

Il ne fait pas de doute que, pour permettre d'aboutir à un ensemble de résultats convenus et d'achever les négociations du Cycle d'Uruguay, beaucoup de pays, notamment en développement, ont dû sacrifier des aspirations légitimes, par exemple dans le domaine des produits tropicaux, des subventions agricoles, des textiles et de la prise en compte des mesures d'ouverture unilatérales. A cet égard, il importe tout particulièrement de renforcer effectivement les obligations actuelles. La Colombie entend aussi s'employer à améliorer le programme de travail convenu à Marrakech et est prête à coopérer à l'étude d'autres questions comme celles de l'environnement et du commerce.

La Colombie fait résolument confiance aux disciplines multilatérales établies dans l'Accord de Marrakech; c'est pourquoi elle s'est efforcée d'ajuster sa législation interne, le cas échéant, en mettant à profit les délais accordés aux pays en développement. Il lui a fallu pour cela renoncer à établir en toute liberté ses politiques sectorielles compte tenu du niveau de développement de son économie. Elle accepte néanmoins ces sacrifices avec la certitude qu'un équilibre s'établira avec les avantages du système, équilibre qui exige que le traitement de l'offre exportable de pays en développement comme la Colombie soit équivalent à celui qui est accordé aux produits et aux services venant des pays développés.